

La chronique des arts

Ambassadeur canadien en Angola

Le premier ambassadeur du Canada accrédité en Angola, M. Clayton Bullis, a présenté, le mois dernier, ses lettres de créances au président angolais, M. Jose Eduardo dos Santos.

M. Bullis cumule ses nouvelles fonctions avec celles de haut-commissaire du Canada au Nigeria, poste qu'il occupe depuis le mois de décembre 1979.

Échanges culturels Canada-Italie

Le Canada et l'Italie désirent relancer leurs échanges culturels. Cette volonté vient d'être affirmée à nouveau lors de la visite récente en Italie du ministre canadien du Multiculturalisme, M. James Fleming.

Des discussions sur cette question devraient débiter avant la fin de l'année, à Ottawa, a précisé le Ministre.

Durant son séjour en Italie, M. Fleming a eu des entretiens avec le ministre du Tourisme et des Spectacles, M. Bernardo d'Arezzo, et avec le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, le sénateur Libero Della Briotta.

M. Fleming a également visité les Abruzzes et la Campanie où il a été reçu par les présidents des deux assemblées régionales. Le maire d'Aquila (Abruzzes) lui a offert une canne d'argent très ancienne qu'il tenait de son père.

Le Canada compte actuellement près d'un million de personnes d'origine italienne. La plupart vivent à Toronto et Montréal. Cependant, on note depuis les dernières années une diminution de l'immigration italienne au Canada et même un léger déficit migratoire causé par le retour d'Italiens dans leur pays.

Un Canadien à la Cour européenne

Un juge canadien est devenu, le 29 septembre, le premier non Européen à siéger à la Cour européenne des droits de l'homme. Il représente la principauté du Liechtenstein.

Cette principauté n'ayant pas suffisamment de candidats qualifiés a fait appel à M. Ronald St. John MacDonald, enseignant à l'Université de Toronto et à l'Université Dalhousie, à Halifax.

M. MacDonald a été élu par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Le Canada exhorte les Nations Unies à s'adapter au changement

"La rupture avec les attitudes passées, l'adaptation au changement, l'amélioration de notre mécanisme collectif sont des points clefs sur lesquels devrait porter l'activité de la présente Assemblée", a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, dans un discours prononcé le 22 septembre à la Trente-Cinquième Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York.



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan (à gauche), s'entretient avec le vice-premier ministre chinois et ministre des Affaires étrangères, M. Huang Hua, lors de sa visite aux Nations Unies.

M. MacGuigan a fait remarquer que plusieurs événements mondiaux illustraient la nécessité de renoncer aux méthodes actuelles de résolution des conflits au profit d'un "mécanisme de conception collective".

Au sujet du dialogue Nord-Sud, le Ministre a dit que les Nations Unies devaient "reconnaître [leurs] responsabilités à l'échelle mondiale, tout en résistant au concept selon lequel chaque problème doit avoir une solution universelle". Pour certains problèmes, tels le droit de la mer, la négociation entre blocs est moins utile.

Droit de la mer

Des pays représentant des intérêts économiques, politiques et géographiques différents, ont débattu des questions relatives au droit de la mer, a souligné M. MacGuigan.

"Grâce à cette approche pluraliste, ils ont pu élaborer une nouvelle constitution qui s'applique aux deux tiers de la surface de la planète et ce, d'une manière plus pragmatique, réaliste et, à mon avis, plus productive".

Cependant, il faut que les parties au traité qui émergera de la Conférence sur le droit de la mer arrivent à un consensus sur l'exploitation minière des fonds marins.

Le traité pourrait être compromis si "certains États désireux d'obtenir un accès illimité aux riches gisements des fonds marins ignorent ou subordonnent les intérêts des producteurs terrestres de minéraux, dont le Canada et bon nombre de pays en développement", et d'autres complications pourraient surgir si "des États décident de sortir du cadre internationalement accepté pour jouer le jeu à l'aide de leurs propres règles", a ajouté le Ministre.

Pour combler l'écart entre pays producteurs et consommateurs et trouver un terrain commun d'entente sur cette question, le Canada s'est joint à un certain nombre de pays du monde en développement pour demander à l'ONU la tenue d'une étude indépendante visant à déterminer l'impact de la formule d'exploitation des fonds marins proposée par les États industrialisés. "J'espère que les conclusions de l'étude encourageront ces derniers à réexaminer la question de l'exploitation des fonds marins", a dit M. MacGuigan.

Désarmement

Le gouvernement canadien attache une importance particulière au désarmement et déplore "l'absence d'accords spécifiques et ratifiés concernant l'application de nouvelles mesures de contrôle des armements et de désarmement". Le Canada s'engage "à contribuer à mettre un terme à cette démenche que constitue la spirale du réarmement", a affirmé M. MacGuigan.

L'ambassadeur spécial au désarmement, nommé récemment par le Canada, oeuvrera durant la présente session à restreindre et à réduire la compétition en ce qui concerne les armes nucléaires stratégiques. M. MacGuigan a annoncé que, dans un premier temps, le gouvernement canadien chercherait à obtenir l'arrêt de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires.